

## Recommandations de la Commission Climat et Développement pour la Conférence de Lima sur le changement climatique

 1<sup>er</sup> décembre - 12 décembre 2014, Lima (Pérou)

### LES AGRICULTURES FAMILIALES SONT INCONTOURNABLES DANS LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE !

**A**ujourd'hui plus que jamais, l'agriculture est confrontée à un défi majeur : **assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle d'une population mondiale croissante tout en préservant les ressources naturelles et en faisant face au changement climatique.**

Selon les derniers chiffres de la FAO, 803 millions de personnes souffrent encore de la faim et plus de 180 millions de malnutrition. Si nous continuons sur le même rythme d'émission, en 2080, nous en compterons 600 millions de plus qui souffriront de la faim à cause du changement climatique.

Secteur économique le plus vulnérable aux variations du climat, l'agriculture est également responsable de près de 14% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, auxquelles s'ajoutent les émissions indirectes liées à la déforestation, mais **tous les modèles agricoles ne sont pas au même niveau de responsabilité dans ces émissions, les systèmes d'agriculture intensive en intrants chimique, en énergie fossile et en capital sont parmi les plus contributeurs, de surcroît lorsque leurs productions se vendent à des milliers de kilomètres sur les marchés internationaux !**

Lors de la COP17 à Durban en 2011, l'agriculture a été officiellement incluse dans les négociations. Le SBSTA, organe scientifique de la Convention, s'est vu donner comme mission d'engager une réflexion et des consultations sur un programme de travail dédié.

Toutefois, il s'est rapidement avéré que l'adoption d'un agenda sur l'agriculture se heurtait à des divergences de vues entre les pays. Ces divergences se sont confirmées à Doha, puis à Varsovie, où la discussion s'est à nouveau retrouvée « bloquée » sur le sujet « agriculture ».

En juin 2014, le SBSTA a pourtant lancé les grandes lignes d'un programme de travail en définissant quatre thèmes<sup>1</sup> qui feront l'objet de quatre ateliers entre 2015 et 2016. Les conclusions de ces travaux permettront d'alimenter techniquement et scientifiquement les négociations lors des COP21 et 22.

En tant qu'acteurs de développement travaillant avec les organisations paysannes et les petits producteurs/trices du Sud, dont les organisations membres de Coordination SUD se font l'écho, **nous souhaitons que l'agriculture familiale soit placée au cœur des groupes de travail du SBSTA et des négociations, pour faire face au double défi du changement climatique et du droit à l'alimentation.**

#### Agricultures familiales et enjeux climatiques

*Faiblement émettrices en gaz à effet de serre, **les agricultures familiales du Sud** sont particulièrement vulnérables aux impacts du changement climatique. En outre, elles jouent un rôle fondamental en termes de sécurité alimentaire locale, d'aménagement du territoire, de gestion des ressources, de création d'emplois et de stabilité sociale. Elles représentent la première forme d'agriculture dans le monde avec près de 500 millions d'exploitations.*

*Les paysans ont toujours dû, et su, développer des stratégies pour faire face aux aléas climatiques et répondre à des conditions de production parfois difficiles. Cependant, l'ampleur et la rapidité du changement climatique sont telles qu'il est, aujourd'hui, urgent et essentiel que la communauté internationale apporte beaucoup plus de soutien aux agriculteurs familiaux pour innover et investir davantage dans des modèles d'agriculture plus résilients.*



Agriculture familiale et agroécologie - Brésil

#### Le programme de travail sur l'agriculture proposé par le SBSTA devra intégrer les principes suivants :

- ▶ *Garantir la participation des représentants des agricultures familiales dans les soumissions et les ateliers (en proposant, notamment, des soutiens financiers).*
- ▶ *S'assurer de l'inclusion dans les discussions des modèles agricoles les plus autonomes pour les petits producteurs, les moins coûteux pour la société, et les plus respectueux des droits humains, de la protection de la biodiversité et de l'environnement (agroécologie), afin d'en accompagner la diffusion.*

<sup>1</sup> <http://unfccc.int/resource/docs/2014/sbsta/eng/l14.pdf>

# 1 Pour des négociations ouvertes et transparentes

## 1. Permettre une implication forte et directe des organisations de la société civile, notamment des organisations paysannes

Alors qu'ils représentent l'immense majorité des exploitants, les agriculteurs familiaux des pays en développement sont aujourd'hui quasiment absents des négociations climatiques internationales. Pourtant, pour être pertinent et efficace, le programme de travail sur l'agriculture proposé par le SBSTA doit se construire de manière ascendante en prenant en compte les réalités locales des agriculteurs dans leurs actions d'adaptation et d'atténuation.

Les organisations de la société civile, et en premier lieu les organisations paysannes, doivent donc être parties prenantes des décisions sur le secteur agricole au sein de la Convention Cadre des Nations-Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC), tel que stipulé dans l'Article 6 de la Convention<sup>2</sup>. Il s'agit de s'assurer aussi de leur participation durant les ateliers du SBSTA en 2015 et 2016.

<sup>2</sup> ARTICLE 6: EDUCATION, TRAINING AND PUBLIC AWARENESS (...) the Parties shall: (a) Promote and facilitate at the national and, as appropriate, subregional and regional levels, and in accordance with national laws and regulations, and within their respective capacities: (...) (iii) Public participation in addressing climate change and its effects and developing adequate responses;

## 2. Renforcer les synergies entre les différents espaces de gouvernance

Une meilleure coordination des espaces de gouvernance mobilisés sur la thématique « agriculture/climat » est indispensable et devra faire l'objet d'une réflexion dans le cadre du programme de travail sur l'agriculture au sein de la CCNUCC. Cela renvoie notamment à l'articulation entre la CCNUCC et les deux autres Conventions de Rio (Désertification et Biodiversité), mais également au renforcement des liens entre la CCNUCC et le Comité pour la Sécurité Alimentaire Mondiale, tant au niveau des organisations internationales concernées qu'au niveau des pays Parties.

### Le Comité pour la Sécurité Alimentaire Mondiale

*La réforme du Comité pour la Sécurité Alimentaire Mondiale (CSA), engagée suite à la crise alimentaire de 2007-2008 pour en faire le lieu de gouvernance, de cohérence et de coordination des politiques agricoles et alimentaires, constitue un exemple intéressant dont la CCNUCC doit s'inspirer. Le CSA propose ainsi un espace inclusif et participatif qui a fait aujourd'hui ses preuves. Les organisations de la société civile participent, au travers d'un mécanisme dédié, aux consultations et aux groupes de négociation, aux côtés des Etats, des organisations internationales, des fondations et du secteur privé.*

# 2 Promouvoir des modèles agricoles répondant aux défis de la sécurité alimentaire et du changement climatique

## 1. Mettre en perspective les modèles d'agriculture et soutenir de manière très volontariste la transition agro-écologique

Les impacts du changement climatique sont tels qu'ils interdisent de continuer à éluder la question des impacts différenciés en termes d'émissions de gaz à effet de serre des modèles agricoles et de leur capacité d'adaptation.

L'**approche agro-écologique** constitue en particulier un modèle productif efficace, résilient et durable, qui répond à la fois aux enjeux d'adaptation et d'atténuation et dont les résultats sont avérés sur le terrain. Pratiquée sur des exploitations familiales, elle permet de développer l'autonomie des populations en se basant sur les savoir-faire locaux existants, la préservation des ressources naturelles, la valorisation du potentiel des écosystèmes et des cycles naturels de la biomasse ainsi que la gestion du territoire dans ses différentes composantes environnementales, sociales et économiques.

## 2. Favoriser un développement agricole sobre en carbone

Les systèmes agricoles intensifiés des pays industrialisés sont de plus en plus répliqués dans les pays émergents et les pays en développement. Ils sont pourtant très émetteurs, parce que consommateurs d'intrants de synthèse et d'énergie (notamment d'eau), tout au long des filières. Par ailleurs, l'extension des cultures industrielles est une des causes de

la déforestation tropicale dans les pays du Sud, laquelle est responsable d'une part importante des émissions.

Ainsi, le programme de travail devra tenir compte du fait que les efforts d'atténuation dans le secteur agricole doivent avant tout cibler l'agriculture industrielle, et ce en priorité dans les pays de l'Annexe 1 de la Convention ainsi que dans les pays émergents.



Système d'irrigation dans les Andes - Equateur



## La Global Alliance for a Climate-Smart Agriculture (GACSA)

La « Climate-Smart Agriculture » est un concept promu par la FAO depuis 2010.

Il se compose des trois piliers suivants : augmentation durable de la productivité et des revenus agricoles, renforcement de la résilience au changement climatique, réduction des émissions où cela est possible.

Une Alliance internationale sur la Climate-Smart Agriculture a été lancée en septembre 2014 lors du Sommet Climat à New York. Pourtant, une grande majorité des organisations de la société civile, dont les ONG membres de Coordination SUD, ont manifesté fermement leurs doutes sur cette Alliance, en s'appuyant sur l'analyse du document-cadre de cette initiative<sup>3</sup>. Cinq critiques majeures sont faites sur le concept et l'Alliance :

► Le périmètre des pratiques promues n'est délimité par aucun critère d'exclusion ni normes sociales ou environnementales.

► La référence aux Droits de l'Homme est lacunaire malgré une mention succincte du droit à l'alimentation.

► Les besoins prioritaires des différents modèles agricoles ne sont pas clairement identifiés : adaptation pour les agricultures familiales vs atténuation pour l'agriculture industrielle.

► Le risque de la mise en place d'une labellisation « climate smart » des pratiques agricoles qui pourrait être détournée par les grandes entreprises dominant les systèmes agricoles et agroalimentaires (greenwashing).

► La gouvernance de l'Alliance et les liens avec la CCNUCC et le Comité pour la Sécurité Alimentaire Mondiale sont flous au risque de générer compétition, confusion ou manque de représentativité des agricultures familiales.

**Malgré ces fortes réticences partagées par la société civile, la France a décidé d'intégrer la GACSA avec l'objectif de pouvoir l'influencer de l'intérieur.**

<sup>3</sup> <http://www.coordinationsud.org/document-ressource/les-notes-c2a-ccd-global-alliance-for-climate-smart-agriculture/>

### 3. Accompagner l'adaptation durable des agricultures familiales

Outre le soutien financier, les agricultures familiales du monde doivent être accompagnées dans leurs efforts pour s'adapter aux impacts du changement climatique. Compte tenu de leurs vulnérabilités structurelles, la priorité se situe dans les pays les moins avancés.

#### ► Par la large diffusion de pratiques d'adaptation

L'amélioration des techniques agricoles grâce aux pratiques d'agriculture durable et d'agro-écologie, dont l'agroforesterie, une bonne articulation agriculture/élevage, les pratiques efficaces et équitables de gestion et de conservation des eaux et des sols, les associations et rotations des cultures pour gagner en productivité et améliorer la fertilité des sols, l'accès aux prévisions climatiques saisonnières et pluriannuelles, ainsi que la diversification des activités agricoles et d'élevage sont indispensables.

En effet, l'agro-écologie permet une valorisation et optimisation des ressources naturelles et des facteurs de production, et de réduire le recours à des intrants de synthèse. Ce qui permet, en outre, de renforcer la résilience des agroécosystèmes face au changement climatique, aussi bien en augmentant les puits de carbone dans la matière organique du sol et dans

la biomasse qu'en réduisant les émissions de CO<sub>2</sub> et d'autres gaz à effet de serre<sup>4</sup>.

La redynamisation des structures sociales et le renforcement de capacités des paysans, notamment en matière d'analyse des opportunités du marché, constituent également des prérequis forts de l'adaptation.

#### ► Par la meilleure prise en compte des enjeux nutritionnels

La qualité des productions agricoles est affectée par le changement climatique. En effet, cultiver du blé, du riz ou de l'orge dans un environnement avec une forte concentration en CO<sub>2</sub> peut réduire la teneur en protéines de ces céréales de 10 à 14%. Les perspectives sont alarmantes, d'ici à 2050, la baisse des calories disponibles devraient augmenter la malnutrition infantile de 20% (comparé à un monde sans changement climatique) dont la moitié en Afrique subsaharienne.

Il est donc primordial de ne pas s'arrêter à la nécessité d'augmenter la production agricole, il faut aussi appuyer les stratégies de diversification agricoles et assurer la promotion des cultures les plus intéressantes d'un point de vue nutritionnel.

#### ► Par le partage des connaissances et bonnes pratiques

La mise en commun des savoirs et expériences concrètes et des résultats de recherche est urgente. Elle repose sur un dialogue entre les paysans (par exemple les « *Farmers Field School* » permettent un partage des connaissances entre agriculteurs), en s'appuyant sur leurs connaissances et savoir-faire, la société civile, la recherche, les organisations de développement agricole et les organisations paysannes, en premier lieu au niveau local.

Le renforcement des liens entre la recherche scientifique et les producteurs pourrait se faire, par exemple, à travers l'implication de ces acteurs dans des plateformes d'innovation agricole au niveau national et régional. Celles-ci pourraient viser **le référencement et la promotion de pratiques de transition agroécologique pour l'agriculture familiale**, et par là même des pratiques d'adaptation au changement climatique.

#### ► Par des réponses politiques structurées

Cette adaptation des agricultures familiales du Sud au changement climatique impose l'articulation des politiques agricoles et territoriales et leur mise en cohérence à différentes échelles, du national au local. Des Plans Nationaux d'Adaptation ont été définis dans de nombreux pays, mais trop peu d'entre eux ont été déclinés en action concrètes et mis en œuvre, notamment par manque de financement.

Ces politiques doivent prendre en compte les difficultés soulevées par les paysans eux-mêmes à travers la définition de plans locaux d'adaptation (prenant en compte notamment les problématiques liées au foncier) qui s'appuie sur les savoir-faire concrets développés par les acteurs locaux, communautés et organisations non gouvernementales. Ces plans d'action locaux pourraient, par exemple, être alimentés par les propositions des plateformes d'innovation agricole citées ci-dessus.

<sup>4</sup> UNCTAD, 2013. Wake up before it is too late: Make agriculture truly sustainable now for food security in a changing climate, [http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/ditcted2012d3\\_en.pdf](http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/ditcted2012d3_en.pdf)

# 3 Financer en priorité l'adaptation des agricultures familiales

## 1. Réduire les vulnérabilités de l'agriculture familiale

Les agricultures familiales disposent d'un potentiel pour s'adapter aux contraintes et être sources d'innovation. Il est, donc, nécessaire de mobiliser des financements publics qui soient additionnels à l'APD et orientés spécifiquement vers les agricultures familiales et vers l'enjeu majeur qu'est l'adaptation des paysans du Sud aux aléas climatiques.

► Financer en priorité l'adaptation des agricultures familiales (notamment via le Fonds Vert, le Fonds Adaptation et des Fonds additionnels hors APD), en particulier dans les pays en développement.

► Une forte augmentation de l'Aide Publique au Développement en soutien aux agricultures familiales du Sud est nécessaire pour soutenir les exploitations familiales et améliorer leur résilience face aux risques climatiques. L'aide pour le secteur Agriculture et Sécurité Alimentaire (ASA) a pourtant largement diminué depuis les années 80 et ce secteur en est, aujourd'hui, un parent pauvre.

Part du secteur ASA dans l'APD totale (en %)



Ces financements doivent servir, en particulier, à identifier, améliorer et répliquer les savoir-faire traditionnels et les innovations en matière d'adaptation, à améliorer les prévisions et projections climatiques, et à mieux évaluer les

vulnérabilités, notamment les facteurs et les évolutions de la malnutrition. Le **Fonds Vert** doit mettre l'adaptation des agricultures familiales du Sud au cœur de ses priorités. Il s'agit de créer un schéma de financement qui permette aux organisations locales d'y accéder facilement, et qui soutienne en priorité les actions concrètes qu'elles proposeront.

## 2. Les marchés du carbone : une fausse solution

Le développement des marchés de compensation carbone agricole sur le marché volontaire a d'ores et déjà entraîné des acquisitions de terres et de forêts à grande échelle<sup>5</sup>, accentuant ainsi le phénomène d'accaparement des terres.

Selon la FAO, lors de la dernière décennie, plus de 83 millions d'hectares de terres agricoles ont changé de mains et quelques 13 millions d'hectare de forêts ont été converties à d'autres usages, souvent non agricoles<sup>6</sup>. En plus de porter atteinte au droit à l'alimentation des populations concernées, ce type de projet a parfois été développé en totale méprise des droits fonciers ou coutumiers.

De plus, avec des coûts de transaction élevés et un revenu carbone par hectare souvent limité, la rentabilité de ce type de projets pour un petit agriculteur est loin d'être garantie.

La forte incertitude sur la demande en crédits carbone et les difficultés d'accès pour des petits producteurs ou des opérateurs locaux en font un mécanisme de financement très fragile qui garantit rarement des résultats tangibles en matière d'atténuation.

<sup>5</sup> Anseeuw, W., L. Alden Wily, L. Cotula, and M. Taylor. 2012. "Land Rights and the Rush for Land: Findings of the Global Commercial Pressures on Land Research Project". ILC, Rome

<sup>6</sup> FAO, 2014. FAO and Post-2015 development agenda Issue Papers : Sustainable Agriculture

Ce document a été réalisé par les organisations membres de la Commission Climat et Développement suivantes : ACF, AVSF, CARE-France, CARI, CCFD-Terre Solidaire, GERES, Gret, Secours Catholique



### Contacts à Lima :

Vanessa Laubin - GERES : [v.laubin@geres.eu](mailto:v.laubin@geres.eu)

Katia Roesch - AVSF : [k.roesch@avsf.org](mailto:k.roesch@avsf.org)

Crédits photos : AVSF

**Coordination SUD** est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble plus de 140 ONG qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.

14, passage Dubail 75010 Paris • Tél. : +33 1 44 72 93 72 • [www.coordinationsud.org](http://www.coordinationsud.org)

La **Commission Climat et Développement** de Coordination SUD travaille sur les liens entre développement et changement climatique. Elle regroupe une quinzaine d'ONG membres de Coordination SUD : 4D, ACF, AVSF, CARE-France, CARI, CCFD-Terre Solidaire, Fondation GoodPlanet, GERES, Gevalor, GRDR, Gret, ID, Iram, Médecins du monde, Oxfam-France, Secours Catholique-Caritas France.

Contact Commission Climat-Développement : Vanessa Laubin, GERES.

Ce document a été financé avec le soutien financier de l'AFD.

Les points de vue exposés dans ce document ne représentent en aucun cas le point de vue officiel de l'AFD.